

Madame la Rectrice, Mesdames, Messieurs,

La phase aiguë de la crise sanitaire semble passée et nous espérons que nous n'aurons pas à affronter un deuxième épisode équivalent. Il est maintenant l'heure de tirer les premières leçons... et de se projeter dans l'avenir. C'est maintenant que se construisent les plans A, B et C... pour la rentrée prochaine.

**Après la Nation apprenante, et dernièrement les vacances apprenantes, sur lesquelles nous reviendrons plus loin dans notre propos, allons-nous enfin avoir un Ministère apprenant ?**

Notre ministère, et notre ministre en tête, seraient bien inspirés de tirer des leçons de ces deux longues séquences qui auront marqué l'année scolaire (et notre société) depuis le 16 mars.

**S'agissant du confinement**, quoiqu'on en dise, il s'est fait dans l'urgence et la précipitation. L'Unsa-Éducation l'a déjà dit dans de précédentes déclarations et nous ne développerons donc pas le propos sinon pour redire que s'il faut reconnaître que personne n'était préparé à un tel événement, notre ministère, à l'instar de nos dirigeants politiques, doit prendre les mesures pour qu'en cas de nouvel épisode de même ampleur, nous ne réagissions pas avec la même impréparation. Gouverner, c'est prévoir. Le caractère imprévisible ne peut plus être un argument quand on est averti !

**S'agissant du déconfinement, l'Unsa-Éducation se montre beaucoup plus critique quant à la gestion ministérielle de cette séquence en 3 actes.**

Comment expliquer l'impréparation du ministère dans la gestion de la première phase du déconfinement, déconfinement annoncé 4 semaines avant ? Il ne s'agit pas de critiquer les choix faits par le gouvernement ou le ministre de l'Éducation nationale en sortant un protocole sanitaire très contraignant ; Par contre, l'Unsa-Éducation ne comprend pas la date tardive de sortie de ce protocole, ne laissant que bien peu de temps aux directeur-trices et leur équipe, ainsi qu'aux collectivités territoriales pour s'organiser et prévenir les parents d'élèves... Cela interroge sur la capacité du ministère à anticiper...

On aurait pu penser qu'un ministère apprenant de ses expériences récentes aurait corrigé le tir, que la phase 2 du retour à l'école, fixée au 2 juin se déroulerait sans surprise de dernière minute... Les naïfs qui pensaient que la rentrée du 11 mai était une répétition de celle du 2 juin qui devait elle-même servir d'expérience pour bien préparer la rentrée de septembre 2020 ont dû être désarçonnés quand le mercredi 27 mai à 20h ils ont découvert qu'au collège ce n'était pas les 6<sup>ème</sup> et les 5<sup>ème</sup> mais les 6<sup>ème</sup> et les 4<sup>ème</sup> qui devaient rentrer. Allez dire aux chefs d'établissement, à leurs équipes et aux parents d'élèves qu'il s'agit d'un détail... L'Unsa-Éducation ne s'y risquera pas.

On aurait pu penser qu'un ministère apprenant de ses expériences récentes aurait corrigé le tir... nous vous faisons grâce de la fin de la phrase. Le comique de répétition est parfois un peu lourd... surtout quand la situation n'est pas comique. Mais que nenni ! Le dernier protocole en date est sorti une nouvelle fois très tardivement. Le mercredi soir à 21h30 pour le lundi suivant avec son lot de surprise... soit 48h de préparation effective. Finalement, rien que du classique en somme. Non, cette fois, la nouveauté vient du protocole sanitaire allégé. Le retour en classe devient obligatoire pour les deux dernières semaines de l'année scolaire. La jauge de 10 ou 15 élèves disparaît, comme les 4 m<sup>2</sup> pour laisser la place à une simple distanciation d'un mètre latéral. Et si cela ne suffit pas pour faire tenir tous les élèves en classe, le ministère introduit finalement la notion de « mètre relatif ». Cela en serait presque risible ! Tout cela pour ça.

Cette gestion ministérielle pour le moins éloignée des réalités du terrain à laquelle il faut ajouter une communication ministérielle discutable, tant dans la forme que dans le timing, a eu pour conséquence que les personnels se sont souvent sentis oubliés, délaissés, incompris, parfois même méprisés. Ils ont dû faire face à des injonctions contradictoires et se sont bien trop souvent retrouvés dans des situations particulièrement inconfortables vis-à-vis du public ou vis-à-vis d'une hiérarchie parfois elle-même en situation intenable.

**Le pilotage ministériel n'a eu de pilotage que le nom.** Les personnels, quel que soit leur métier et fonction, ont été trop souvent abandonnés, devant composer avec les collectivités territoriales. La nature ayant horreur du vide, ce sont bien ici et là les collectivités territoriales qui ont imposé leur empreinte et leur tempo. L'Unsa-Éducation appelle à la plus grande vigilance. Gardez-vous d'abandonner le pilotage de l'École aux territoires. Pour l'Unsa-Éducation, l'Éducation doit bien rester Nationale, seule garantie d'équité pour les élèves, leurs parents et bien sûr pour les personnels.

**Parlons-en des personnels.** Que d'énergie dépensée, que de trésors d'imagination, de temps passé et d'adaptation continue pour que la continuité pédagogique et administrative dans un premier temps, puis le retour en classe dans un second temps se passent le mieux possible...

**Pour l'Unsa-Éducation, il est important de dire avec force que les personnels de l'Éducation, ont été au rendez-vous de la crise** comme l'ensemble des agent-es publics qui ont répondu présent pour assurer la continuité essentielle du service public malgré les conditions déplorables dans lesquelles ils ont dû travailler.

Nos collègues sont des professionnels de l'éducation. Quel que soit leur métier, ils sont là, au rendez-vous pour la jeunesse et pour une politique éducative qui agisse sur les inégalités.

**Ils attendent aujourd'hui de la reconnaissance et du respect. Ils veulent pouvoir être reconnus comme des professionnels par leur employeur, et bénéficier d'une politique de ressources humaines qui vienne prendre en compte leur réalité et leurs aspirations.** Ils veulent un accompagnement plus fort et des réponses plus rapides sur les questions de carrière, de formation, de Qualité de Vie et de santé au Travail. Ils veulent être revalorisés.

La balle est dans le camp du gouvernement, qui ne peut comme actuellement reprendre l'application de la transformation de la fonction publique sans tenir compte de la crise et de ces besoins exprimés par nos collègues.

Les collègues ayant participé aux opérations de mutation cette année découvrent avec stupéfaction les premières conséquences de cette loi de transformation de la fonction publique. Ils ne comprennent d'ailleurs pas pourquoi les représentants des personnels sont désormais écartés des opérations de mutation et de leurs résultats, allant même au-delà de la légalité. S'il faut aller devant le tribunal, nous le ferons. Un climat de suspicion s'installe vis-à-vis de l'administration. Ajouté au sentiment d'avoir été délaissés, à l'incompréhension ou encore à l'épuisement, la fracture entre les personnels et le ministère (rectorat et DSDEN compris) a rarement été aussi importante. On est bien loin de l'École de la confiance !

Cette reconnaissance et ce respect auxquels aspirent les collègues passent entre autre chose par une reprise d'un vrai dialogue social. Le dialogue suppose d'être deux et d'avoir envie d'échanger non seulement des points de vue mais aussi des informations. S'il ne saurait se réduire au seul paritarisme des CAP, il ne saurait non plus se limiter aux seuls CT ou CHSCT même si leur nombre a considérablement augmenté cette année. Que de demandes sans réponse réelle... de relations tendues, d'accueil froid... sans commune mesure avec ce que nous connaissions jusqu'alors dans notre académie. Et ce n'est pas mieux au ministère. L'Unsa-Éducation dénonce ce revirement « zélé » de l'administration locale ; Face à cette « grève du dialogue social », l'Unsa-Éducation ne restera pas les bras croisés.

**Autre sujet d'exaspération, les vacances apprenantes.** Le ministre annonce un plan d'envergure devant la nation s'articulant autour de 4 dispositifs qui vont solliciter des enseignants et chefs d'établissement volontaires ainsi que les collectivités territoriales dans la plus grande précipitation et sans réelle concertation préalable des uns et des autres... Que penser des coups de téléphones passés par l'Administration pour « solliciter » des volontaires... qui auraient oubliés de se porter volontaires ? Belle opération de communication ministérielle, ignorant au passage tout ce qui se fait d'ordinaire avec les partenaires associatifs de l'École dans de nombreux territoires. Le ministère ne réalise-t-il pas que les personnels déjà épuisés ont droit à un repos bien mérité ?

**La question de la direction d'école est cruciale.** Les collègues directeurs attendent des améliorations tangibles de cette proposition de loi. L'Unsa-Éducation a obtenu quelques quelques avancées sur le texte, mais la dernière mouture adoptée à l'assemblée nationale n'est pas à la hauteur des attentes. Le gouvernement ne doit pas rater ce rendez-vous avec les directrices et directeurs d'école terriblement malmenés cette années scolaire (comme les chefs d'établissement en première ligne, eux aussi, durant toute cette période.

**Et derrière ou dans l'ombre des premières lignes,** il ne faut pas oublier tous les administratifs et les techniciens, les « soutiers » que l'on remarque à peine mais sans qui les organisations successives n'auraient pu se mettre en place.

Tout comme les personnels santé sociaux, PsyEN, AESH et autres AED qui ont mis tout en œuvre pour que les élèves soient accompagnés le mieux possible dans des conditions d'exercice de leurs fonctions souvent très dégradées.

**Nous pourrions encore aborder bien des sujets d'agacement ou d'inquiétude, tant la liste est longue...** Certains font l'objet de questions diverses telle que la prime covid, d'autres non, comme par exemple la demande du ministère de revoir le classement des établissements scolaires avec son lot d'inquiétude pour les personnels qui peuvent ainsi voir leur rémunération impactée.

Mais il faut savoir s'arrêter...